

## Les investissements en 1962 et en 1963

Jean Lotte

Volume 40, numéro 2, juillet–septembre 1964

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002845ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002845ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lotte, J. (1964). Les investissements en 1962 et en 1963. *L'Actualité économique*, 40(2), 423–432. <https://doi.org/10.7202/1002845ar>

# Commentaires

**Les investissements au Canada, en 1962 et en 1963** Dans un article publié dans cette revue en janvier-mars 1962, et intitulé « L'évolution récente des investissements au Canada », nous avons examiné l'importance et la structure des investissements dans la décennie 50, et jusqu'en 1962. Nous avons abouti alors à des conclusions qui peuvent se résumer ainsi :

1) Le niveau des investissements par rapport au produit national brut, en baisse après le maximum atteint en 1957, traduisait surtout un retour à une situation plus normale. Sans doute cette baisse entraînait une certaine récession dans l'économie, mais il fallait la considérer comme inévitable.

2) La structure des investissements se révélait défavorable à la croissance canadienne. En effet, l'importance des investissements sous forme de constructions par rapport aux investissements en outillage-équipement, était incontestablement plus grande que dans la plupart des autres pays industrialisés. Or, ces investissements ont des effets d'entraînement sur le revenu et l'emploi moindres en général, et ceci expliquait la faible croissance du produit par tête au Canada, alors que le taux d'investissement était plus élevé qu'à l'étranger.

3) La répartition des investissements entre les provinces et à l'intérieur de chacune d'elles influençait bien entendu leur croissance. Non seulement les provinces touchaient un montant d'investissements par tête différent, mais encore leur croissance était sou-

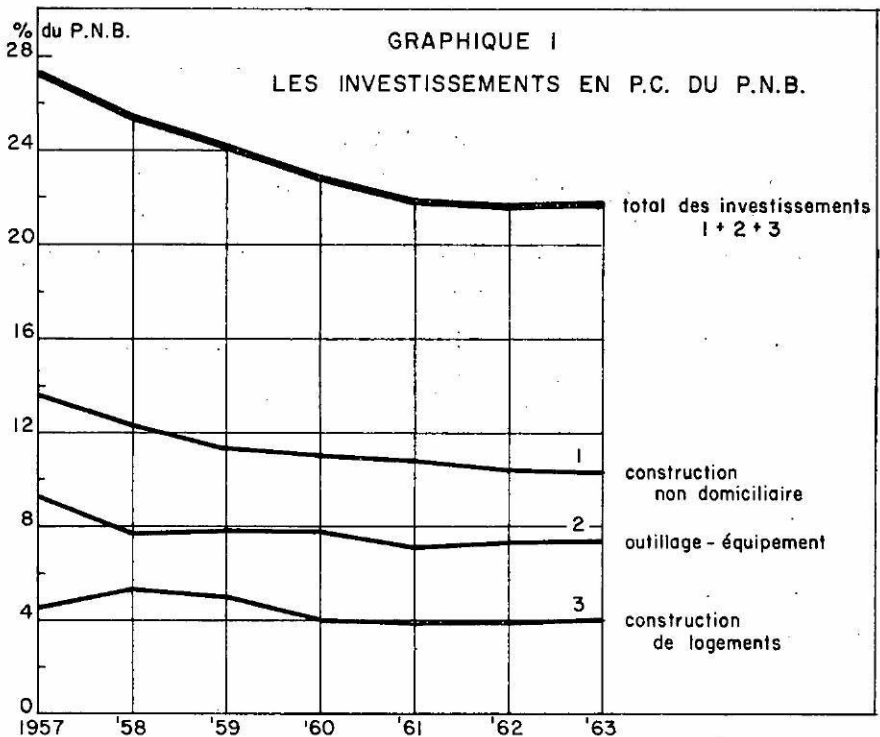
## L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

tenue soit spontanément par des investissements primaires ou secondaires, soit plus ou moins artificiellement par des injections d'investissements tertiaires (services et constructions). On pouvait ainsi se rendre compte du dynamisme respectif de chaque province.

Dans ce bref commentaire, nous allons examiner, dans la même optique, les investissements en 1962 et 1963 afin de détecter les modifications de tendances et éventuellement l'apparition de tendances nouvelles.

\*  
\* \*

Le graphique I retrace l'évolution, par rapport au produit national brut, des dépenses d'investissements en capital fixe, dans leur ensemble, et pour chacune de leurs très grandes composantes : construction non domiciliaire, outillage-équipement, construction de logements.



COMMENTAIRES

La lecture nous permet de constater :

1) La stabilisation en 1962 et 1963 de l'importance des investissements dans le produit national, aux environs de 21.7 p.c. Si l'on compare ce niveau avec celui des autres pays industriels, on doit le considérer comme satisfaisant. Pour la plupart de ces pays en effet, il se situe entre 1 et 25 p.c. L'avenir économique du Canada reste donc bien assuré, si l'on s'en tient à considérer le volume de ses dépenses de capital.

2) L'arrêt des mouvements brusques dans la composition des investissements à partir de 1961. On assiste plutôt maintenant à de lentes évolutions : légère diminution de la part de la construction non domiciliaire, légère augmentation de celle de l'outillage-équipement, stabilisation de celle de la construction de logements.

Est-ce à dire qu'il y aurait un certain « gel », aussi bien du montant que de la structure des investissements ?

**Tableau I**  
**Répartition des investissements (1957-1963) <sup>1</sup>**

(en millions de dollars courants)

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
<i>Investissements privés</i>							
— en constructions de logements .....	1,409	1,763	1,734	1,443	1,458	1,577	1,705
— en autres constructions .....	3,103	2,811	2,589	2,577	2,683	2,638	2,811
— en outillages et équipements .....	2,823	2,401	2,571	2,672	2,494	2,745	2,979
Total .....	7,335	6,975	6,894	6,692	6,635	6,960	7,495
<i>Investissements publics</i>							
— en constructions .....	1,272	1,256	1,386	1,433	1,377	1,572	1,633
— en outillages et équipements .....	110	133	137	137	160	183	184
Total .....	1,382	1,389	1,523	1,570	1,537	1,755	1,817
Total général des investissements .....	8,717	8,364	8,417	8,262	8,172	8,715	9,312
Part des investissements publics (en pourcentage)	15.9	16.6	18.1	19.0	18.8	20.1	19.5

1. Source : Comptes Nationaux.

**Tableau II**

**Investissements privés par secteurs d'activité**  
**Les secteurs à prédominance d'outillage-équipement <sup>2</sup>**

	Agriculture et forêts	Industrie manufacturière et de la construc- tion	Commerce et services commer- ciaux	Total
Montant des investissements (en millions de dollars)				
— 1961 .....	626	1,221	535	2,382
— 1962 .....	717	1,378	562	2,657
— 1963 .....	804	1,463	600	2,867
Pourcentages d'accroissements				
— de 1961 à 1962 .....	+14.5 p.c.	+12.9 p.c.	+5.0 p.c.	+11.5 p.c.
— de 1962 à 1963 .....	+12.1 p.c.	+ 6.2 p.c.	+6.8 p.c.	+ 7.9 p.c.

**Tableau III**

**Investissements privés par secteurs d'activité**  
**Les secteurs à prédominance de construction <sup>3</sup>**

	Mines	Services d'utilité publique	Finance	Institutions privées	Total
Montant des inves- tissements (en millions de dollars)					
— 1961 .....	449	1,698	312	285	2,744
— 1962 .....	480	1,601	298	291	2,670
— 1963 .....	503	1,822	256	277	2,858
Pourcentages d'ac- croissement					
— de 1961 à 1962	+6.9 p.c.	- 5.7 p.c.	- 4.5 p.c.	+2.1 p.c.	-2.7 p.c.
— de 1962 à 1963	+4.8 p.c.	+13.8 p.c.	-14.1 p.c.	-4.8 p.c.	+7.0 p.c.

2. Source : *Investissements privés et publics au Canada*, publication annuelle du ministère du Commerce.

3. Source : *op. cit.* (tableau II).

Les observations que l'on peut tirer du graphique I restent insuffisantes, car elles ont pour toile de fond un retour des investissements à un pourcentage plus « normal » du P.N.B. après l'essor excessif des années antérieures à 1958. Il nous faut raisonner en valeur et en tenant compte de la répartition des investissements, selon leur origine, entre le secteur public et le secteur privé.

Dans le tableau I, la définition des investissements publics correspond à celle des comptes nationaux. Elle ne comprend pour l'essentiel que les dépenses en capital effectuées par les ministères directement, par les hôpitaux provinciaux et les écoles provinciales et municipales.

Ce tableau met en relief la politique gouvernementale de soutien des investissements : on a d'abord aidé la construction privée de logements, puis, devant le peu de résultats obtenus à partir de 1959, on a accru directement les investissements publics, notamment en constructions (qui sont, à quelques millions près, des constructions non domiciliaires) : on voit que leur part s'est accrue de 16 à 20 p.c. en quelques années.

Du côté du secteur privé, on peut observer deux mouvements divergents : les investissements dans la construction ont faibli après 1958, une nette reprise ne s'affirmant qu'à partir de 1962 pour la construction de logements, et de 1963 pour la construction non domiciliaire. Ils n'ont pas encore atteint leur niveau antérieur le plus élevé. Au contraire, sauf en 1961 où ils ont connu un affaiblissement passager, les dépenses en outillage-équipement n'ont pas cessé de croître lentement depuis 1958, et le mouvement s'est accéléré en 1963. Ils atteignent en dollars courants (mais pas encore en dollars constants, il est vrai) un montant record.

Voilà une nouvelle orientation des investissements qui devrait normalement se révéler favorable à la croissance à venir du Canada. Elle commence à corriger la mauvaise structure dans les investissements, que nous avons précédemment relevée, en les dirigeant davantage vers les secteurs où les effets d'entraînement général sur l'économie sont les plus grands.

Les tableaux II et III permettent d'évaluer l'importance de ce mouvement : depuis deux ans, les investissements dans l'agriculture, l'industrie secondaire et le commerce, c'est-à-dire dans les secteurs

où l'outillage-équipement prédomine, se sont accrus plus que dans les autres secteurs à prédominance de la construction (mines, services d'utilité publique, tertiaire).

Dans ces tableaux, nous avons exclu les dépenses en construction de logements, puisqu'on peut les suivre sur le tableau I, et nous avons, pour définir les institutions privées, exclu les universités, écoles et hôpitaux provinciaux et municipaux.

Cette nouvelle orientation spontanée, si on doit la juger favorablement n'aura cependant d'effet sur le rythme de croissance de l'économie canadienne que si elle se prolonge assez longtemps. En effet, l'importance dans les investissements des dépenses en outillage-équipement est encore loin d'atteindre celle qui existe dans les pays les plus dynamiques (près de 50 p.c. en Europe occidentale). De plus, cette orientation ne traduit pas entièrement un mouvement d'industrialisation secondaire, puisqu'il est dû pour partie à un brusque réveil de l'agriculture : les investissements de celle-ci, après avoir stagné pendant des années un peu au-dessous de 600 millions de dollars, sont ceux qui ont le plus augmenté ces deux dernières années. Enfin, un phénomène de compensation se révèle dans l'effort fourni par le secteur public, effort tertiaire qui aboutit presque entièrement à des constructions, comme le montre le tableau I. Aussi, si l'on prend l'ensemble des investissements, et non plus seulement ceux qui relèvent de l'initiative privée, la nouvelle tendance revêt un caractère faible et hésitant (tableau IV).

**Tableau IV**  
**Importance relative des différentes catégories d'investissements**  
(en pourcentage)

	Outillage- équipement	Construction de logements	Construction non domiciliaire	Total
1957 .....	33.6	16.4	50.0	100.0
1958 .....	30.3	21.3	48.4	100.0
1959 .....	32.2	20.8	47.0	100.0
1960 .....	34.0	17.6	48.4	100.0
1961 .....	32.5	17.9	49.6	100.0
1962 .....	33.6	18.2	48.2	100.0
1963 .....	34.0	18.4	47.6	100.0

COMMENTAIRES

Le pourcentage de 34 pour l'outillage-équipement avait déjà été atteint en 1960. Mais on se trouvait alors dans une conjoncture de baisse des investissements. En 1963, dans une ambiance de reprise généralisée, il est évidemment plus significatif.

On peut donc conclure que, pour le Canada pris dans son ensemble, les événements marquants en matière d'investissements, survenus en 1962 et 1963 ont été, d'une part, l'arrêt de la tendance dépressive, d'autre part, l'amorce d'une modification structurelle, plus favorable à la croissance générale, de l'investissement privé.

\*  
\*   \*

L'importance et la composition des investissements qui échoient à chaque province va déterminer son volume de croissance propre.

Le tableau V montre comment se sont répartis les investissements au cours des trois dernières années.

Pour que ces pourcentages prennent leur pleine valeur, il faut les rapprocher de ceux de la population, qui n'évoluent que lentement et qui étaient les suivants pour 1962, par exemple :

Provinces maritimes .....	10.4	p.c.	de la population canadienne
Québec .....	28.9	"	" " " " "
Ontario .....	34.2	"	" " " " "
Manitoba .....	5.0	"	" " " " "
Saskatchewan .....	5.0	"	" " " " "
Alberta .....	7.4	"	" " " " "
Colombie-Britannique .....	9.1	"	" " " " "

**Tableau V**  
**Pourcentage des investissements touchés par chaque province**

	1961	1962	1963
Provinces maritimes .....	7.6	8.1	7.6
Québec .....	24.6	24.7	24.5
Ontario .....	34.2	35.0	34.4
Manitoba .....	5.1	4.9	5.5
Saskatchewan .....	5.5	5.9	6.4
Alberta .....	12.0	10.8	10.6
Colombie-Britannique .....	11.0	10.6	10.9



On voit que, par rapport à une répartition égalitaire possible, la Colombie-Britannique et les provinces des Prairies, sauf le Manitoba, bénéficient d'investissements supérieurs à la moyenne, le Québec et les Maritimes d'investissements notablement inférieurs, tandis que l'Ontario se situe juste sur la moyenne. Cette différenciation par province n'a pas beaucoup changé depuis de longues années et aucun fait nouveau n'est intervenu sur ce point en 1961 et 1963. La part de l'Ontario s'est seulement stabilisée à partir de 1959 à un niveau de 1.5 à 2 p.c. inférieur à son niveau moyen d'après-guerre.

Est-ce à dire que les provinces de l'Ouest vont connaître, du fait de leurs investissements, une croissance plus rapide que la croissance moyenne du Canada ? On sait que, pour déterminer les chances d'une telle éventualité, il faut se référer, non seulement au montant, mais aussi à la structure des investissements.

À court et à moyen terme, on peut penser que les provinces qui touchent le plus fort pourcentage d'investissements en outillage-équipement par rapport au total de leurs investissements, vont être les plus dynamiques. Pour les trois dernières années, ces pourcentages sont indiqués au tableau VI.

Nous voyons cette fois que l'Ontario, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan combinent un fort montant d'investissements avec la meilleure répartition de ces investissements. Pour l'Alberta, les investissements, très élevés par tête, ont par contre une réparti-

Tableau VI.

**Importance des investissements en outillage-équipement dans le total des investissements, par provinces**

(en pourcentage)

	1961	1962	1963
Provinces maritimes .....	29.5	32.3	34.2
Québec .....	31.0	29.8	31.2
Ontario .....	35.8	36.6	36.2
Manitoba .....	32.1	34.4	32.3
Saskatchewan .....	33.5	35.3	41.0
Alberta .....	26.4	30.3	29.7
Colombie-Britannique .....	33.9	35.5	33.8
Ensemble du Canada .....	32.5	33.6	34.0

COMMENTAIRES

tion assez défectueuse quant à leurs effets d'entraînement. La situation inverse prévaut pour le Manitoba. Enfin, le Québec et les Maritimes allient à des investissements relativement faibles une mauvaise répartition de ceux-ci (sauf en 1963 pour les Maritimes, mais il est trop tôt pour dire si cette nouvelle est durable, et de toute manière ses effets ne peuvent pas encore se faire sentir).

Il est frappant de constater que ce classement des provinces au point de vue des investissements correspond à peu près à leur classement d'après le revenu personnel individuel, qui était, pour 1962 par exemple :

Ontario .....	1,938 dollars
Colombie-Britannique .....	1,896 "
Provinces des Prairies .....	1,687 à 1,696 dollars
Québec .....	1,417 dollars
Provinces maritimes .....	972 à 1,245 dollars
Ensemble du Canada .....	1,658 dollars

Ces résultats, concernant le revenu, semblent bien exprimer, à notre avis, la structure que nous avons dégagée, des investissements par provinces, et qui ne forme pas un phénomène récent.

Pour se rendre compte des perspectives à plus long terme de chaque province, cependant, il faut examiner dans quelle mesure les investissements sont tournés vers le processus d'industrialisation. Le tableau VII va nous éclairer sur ce point.

**Tableau VII**

**Importance des investissements dans l'industrie manufacturière dans le total des investissements, par provinces**

(en pourcentage)

	1961	1962	1963
Provinces maritimes .....	13.6	9.1	10.2
Québec .....	14.6	15.5	15.4
Ontario .....	19.1	21.2	21.0
Manitoba .....	6.5	5.8	5.5
Saskatchewan .....	2.9	2.3	2.7
Alberta .....	3.6	5.0	3.7
Colombie-Britannique .....	11.0	15.1	16.6
Ensemble du Canada .....	13.3	14.6	14.5

En comparant chaque province à la moyenne canadienne, on voit que trois d'entre elles seulement se sont résolument tournées vers une industrialisation du type secondaire : l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique. Les provinces maritimes éprouvent beaucoup de peine à maintenir un certain rythme d'industrialisation.

De l'ensemble de notre analyse, on peut conclure que :

- certaines provinces sont désavantagées à tous points de vue : les Maritimes ;
- d'autres sont avantagées à tous points de vue : l'Ontario et la Colombie-Britannique ;
- d'autres encore sont avantagées dans l'immédiat, mais tournées vers le primaire : les provinces des Prairies ;
- enfin, le Québec est désavantagé dans l'immédiat, mais la composition de ses investissements traduit le phénomène d'industrialisation.

Tout ceci reste conforme aux tendances que nous avons trouvées en étudiant les investissements jusqu'en 1961. Autrement dit, aucune orientation nouvelle et notable n'est intervenue en 1962, ni en 1963. En particulier, si l'on compare les deux grandes provinces, Ontario et Québec, aucune tendance visant à corriger la disparité de leur croissance ne s'est manifestée. L'Ontario continue à drainer un investissement par tête plus important, et à s'industrialiser à un rythme plus rapide.

Jean LOTTE.

**Incidence de l'éducation sur le chômage dans la province de Québec**

Depuis 1958, les taux de chômage ont atteint et gardé un niveau extrêmement élevé, tant au Canada qu'aux États-Unis. Ce qui a entraîné de multiples questions sur les causes du phénomène. Le progrès technique s'étant, par ailleurs, sensiblement accentué dans certains secteurs, on s'est demandé s'il n'y avait pas une relation déterminée entre ces taux de chômage et le niveau de formation dont dispose la main-d'œuvre. Ce qui a posé le problème de l'éducation.